

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°122 – Mardi 28 mars 2000.

PAUVRETE DANS LE MONDE : AGISSONS

Dans ce numéro

1- Women Action 2000
2- Allègement des dettes ?
3- Brèves d OMC
4- ATTAC Québec
5- Echec à Seattle, et maintenant ?
6- Rendez-vous avec ATTAC.

En bref...

Signez et faites signer la pétition Pour le contrôle citoyen de l OMC http://www.local.attac.org/petition/ (aujourd hui 894 signataires). Renforcer le pouvoir des femmes (premières victimes de la mondialisation libérale dans tous les pays) au travers de rencontres internationales et dans un processus d évaluation de « Beijing+5 » (conférence de l ONU cette année) tel est le programme de Women Action. Une rencontre des ONG et des représentants des pays vient de s achever à New York (Lire Women Action 2000). Les dettes : effets d annonce et réalité. Il est possible de se mobiliser pour faire changer les choses. Le monde a besoin de nous pour devenir « société » : le 12 avril rendez-vous place de la Bastille à 18h30 (Lire Allègement des dettes ?). En savoir plus sur ce qui se trame ? Lire Brèves d OMC et rendez-vous ce soir à Grenoble (Echec à Seattle, et maintenant ?). Bienvenue à ATTAC Québec : congrès de fondation le 8 avril (Lire ATTAC Québec).

Women Action 2000

Mercredi matin, lors du briefing des ONG, une intervenante du Népal nous a informées sur la situation particulièrement critique que connaît l Asie du Sud où 550 millions de personnes vivent dans un état de pauvreté totale. Les femmes sont majoritairement analphabètes, illettrées et le taux de mortalité croît.

En raison de la mondialisation de l économie, la dette extérieure écrase cette partie de la planète et le taux de chômage ne cesse d augmenter. L écart entre les riches et les pauvres grandit et le rôle des puissances financières est déterminant.

Partout dans le monde, les échanges financiers, qui ne recouvrent plus aucune réalité de production économique, sont accélérés par les NTIC. Ces échanges ne sont régulés par aucune instance et peuvent, d un jour à l autre, faire basculer des pays et des millions de personnes dans le chômage et la pauvreté.

Un américain, prix Nobel de l économie, Tobin, avait proposé il y a déjà 20 ans, de mettre en place une taxe de 0,1% sur chaque échange afin de réguler et de constituer un frein à ces échanges effrénés. Tobin n a pas été entendu. Cependant depuis deux ans, des citoyens se sont emparés de cette idée et proposent que cette taxe Tobin soit appliquée et utilisée pour résoudre la pauvreté dans le monde. Ce 0,1% répondrait aux besoins urgent d alimentation, d éducation et de santé.

Internet est actuellement un outil déterminant dans la diffusion de cette idée et pour la construction d un réseau mondial des citoyens en faveur de l application de cette taxe. Voici donc une solution concrète aux grandes questions de pauvreté dans le monde. Et si les femmes s en emparaient puisqu elles sont les premières concernées? Un espoir peut naître,



nous pourrions en reparler en juin 2000. D Ici là connectez vous sur www.attac.org pour en savoir plus et bien sûr sur www.womenaction.org pour retrouver notre journal.

17 mars – New York.

Allègement des dettes ?

Allégement des dettes : les effets d'annonce se multiplient ! Dans la réalité, on est très loin du compte.

Le G7, au sommet de Cologne de juin 1999, avait annoncé des remises de dettes allant jusqu'à 90% pour certains pays parmi les plus pauvres. Nous avions déjà dénoncé le caractère mensonger de ces déclarations et le caractère marginal de leur impact tant sur le stock de la dette de ces pays que sur le montant de ce qu'ils devaient annuellement rembourser (càd sur le service de leur dette).

Le G7, la Banque mondiale (Bm), le FMI, les autres gouvernements des pays les plus industrialisés, appuyés par les grands médias, annonçaient jusqu'à 90% d'annulation. On a vu les figures souriantes de Bill Clinton, Tony Blair, Gérard Schröder, Jacques Chirac, celles de Michel Camdessus et de James Wolfensohn heureux d'annoncer que le message de la campagne Jubilé 2000 avait été reçu 5 sur 5.

A contre-courant, le CADTM affirmait que cela ne représenterait (dans l' hypothèse la plus optimiste et au bout de plusieurs années d'attente) qu' environ 8 à 10 % de la dette des 41 pays concernés, soit un peu plus de 1 % de l'ensemble de la dette du Tiers Monde (voir « Les Autres Voix de la Planète », 2ème trimestre 1999). Cette opinion était partagée par les plates-formes nationales de Jubilé 2000 dans les pays du Tiers Monde qui constituèrent Jubilé Sud. Cette opinion dissidente exprimée par le CADTM et d'autres rencontra, malgré de nombreux obstacles, un écho réel dans un certain nombre de médias (plusieurs quotidiens d'Europe et du Sud, quelques radios, des revues à diffusion internationale comme Le Monde diplomatique, Third World Resurgence.).

Suite au sommet du G7 à Cologne (juin 1999), nous avons analysé dans le détail les mesures d'exécution des décisions prises au cours de la période juin 1999 - avril 2000 : notre jugement négatif est confirmé par les faits.

Comme à l'habitude, après un sommet du G7, la réunion d'automne du FMI et de la Bm à Washington, en septembre 1999, devait mettre en musique les intentions du G7. Nous avons donc eu droit dans les grands médias à la campagne orchestrée avec maestria par les institutions financières internationales : « Bonnes gens, soyez rassurés : la dette des pays pauvres est annulée. ». L'audace du FMI et de la Bm allait jusqu'à substituer aux Plans d'Ajustement Structurel (PAS) une nouvelle terminologie révolutionnaire : le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Cette fois-ci, il y aurait à la fois annulation de dettes et réduction de la pauvreté.

On allait voir ce qu'on allait voir : ceux et celles qui doutaient de l'évolution positive du G7, de la Bm et du FMI allaient en être pour leurs frais. Le CADTM et autres Jubilé Sud qui dénoncent systématiquement les politiques du FMI et de la Bm, allaient devoir reconnaître que cette fois-ci, le virage était pris : la situation des pauvres allait être améliorée.

Entre juin 1999 et mars 2000, on a assisté à une accumulation d'effets d'annonce. En juin 1999, à Cologne, le G7 annonce 100 milliards de dollars d'annulation de dettes. En juillet 1999, le Canada (pays membre du G7) affirme qu'il annulera 100%. En septembre 1999, à Washington, on annonce une nouvelle fois ce qui a été décidé en juin. Quelques jours plus tard, Bill Clinton fait mieux : il annonce 100% d'annulation de dette pour 36 pays pauvres. Fin décembre 1999, Gordon Brown, le chancelier de l'échiquier (ministre des Finances de la Grande Bretagne), annonce lui aussi 100%. Son collègue français, Sautter, ne veut pas être en reste et annonce également 100% d'annulation. Fin février 2000, c'est le gouvernement italien qui rejoint le Canada, les USA, la Grande Bretagne et la France, en annonçant au grand festival de variété de San Remo, 100% d'annulation. Le gouvernement belge issu des élections de juin 1999, lui aussi, a inscrit dans son programme l'application des décisions de juin 1999.

N'y a-t-il pas de quoi se réjouir ? La campagne Jubilé 2000 n'a-t-elle pas atteint largement son objectif ?

Non, il n'y a pas de quoi se réjouir. Il ne faut surtout pas diminuer nos efforts. Pourquoi ? Parce que les faits sont plus têtus qu'un lord maire : à la date d'avril 2000, soit dix mois après la réunion de juin 1999, seuls 3 pays sur 41 Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) ont bénéficié de remise de dettes : la Bolivie, l'Ouganda et la Mauritanie. Dans le meilleur des cas, pour ces trois pays, la réduction moyenne



des montants qu'ils devront rembourser sera de l'ordre de 35%. On est très loin des 90% annoncés en juin 1999. Après annulation, la Mauritanie dont 62% de la population est analphabètes, devra encore consacrer une somme plus importante au remboursement de sa dette que ce qu'elle dépensera en éducation ! ! ! Le Mozambique et la Guyane, deux pays qui devaient, disait-on en juin 1999, bénéficier également d'une réduction immédiate de dettes ont vu leur cas reporté sine die (voir plus loin les détails de ces décisions scandaleuses). D'après les calculs effectués par Jubilee 2000 (Grande-Bretagne), parmi les Pays Pauvres Très Endettés susceptibles de bénéficier d'annulation de dettes dans les années à venir: 15 d'entre eux devront rembourser PLUS chaque année après annulation qu'avant annulation. En d'autres termes, malgré les mesures d'annulation, ces 15 pays devront utiliser dans le futur encore plus d'argent qu'aujourd'hui pour rembourser le restant de leur dette. Comment dès lors parler d'amélioration ? A moins que ceux qui parlent d'amélioration pensent en réalité aux créanciers du Nord et non aux populations du Sud.

Il faut donc relancer le mouvement pour l'annulation de la dette publique de l'ensemble du Tiers Monde. Cette relance est d'autant plus naturelle et légitime que nous pouvons nous appuyer sur le succès remporté face à l'OMC à Seattle en novembre/décembre 1999. Comme l'OMC, le FMI et la Bm participent à l'injustice sociale généralisée sur la planète. Comme l'OMC, ils participent aux transferts de richesses vers les plus riches. Comme l'OMC, leur fonctionnement est foncièrement antidémocratique (en réalité, le mode de décision au sein du FMI et de la Bm est bien plus antidémocratique que celui de l'OMC). Le FMI et la Bm n'ont plus aucune légitimité aux yeux d'une très grande part de la population mondiale

Denise Comanne et Eric Toussaint
CADTM cadtm@skynet.be
http://users.skynet.be/cadtm
Le CADTM participe à la création d ATTAC Belgique.

Brèves d OMC

Durant la rencontre des Ministres du Commerce européens à Porto, ceux-ci ont convenu que l Europe ne pourra donner son feu vert au lancement d un nouveau cycle de négociations à l OMC que si les autres Membres sont également préparés à plus de souplesse. Position particulièrement adoptée par P.Lamy.

Néanmoins les pays membres de l UE restent divisé sur le degré de souplesse dont l Europe doit elle-même faire preuve. La Suède, les Pays-Bas, la Finlande veulent une approche plus souple en matière d environnement, d investissement, de concurrence et de droit du travail tandis que les autres (principalement français et belges) se font les avocats d une ligne plus dure sur ces sujets. Les premiers font valoir que si l UE veut que le nouveau round incorpore une large gamme de sujets dans les négociations à l OMC, ses positions sur les normes sociales et l agriculture doivent évoluer. Mais F. Huwart, Ministre français du Commerce, disait "la flexibilité n est pas la priorité du moment"

Les autres Ministres ont appelé à une clarification des positions de l UE sur les normes du travail et l environnement, face aux critiques des PVD qui y voient de nouveaux obstacles au commerce international. Le forum, dont la tenue a été proposée entre le BIT (Bureau International du Travail) et l OMC fera-t-il partie des enjeux du nouveau cycle ? Des ministres ont demandé un éclaircissement sur ce point.

A l Issue de la réunion de la première Session Spéciale sur l Agriculture des 22-23 Mars, la Colombie cédera la présidence à une personnalité qui n a pas encore été désignée. Le Brésil rencontrera le veto de l UE. Compte tenu de l absence d accord sur cette nomination, on pense que les représentants des grandes nations demanderont à différer l ouverture de cette Session pourtant très attendue.

L arbitrage autorisant l Equateur, qui s était plaint d une discrimination sur les importations de bananes de l UE, à prendre des mesures de rétorsion contre les produits européens, lui permettra non seulement de leur appliquer des tarifs discriminatoires, mais aussi de viser leurs droits de propriété intellectuelle, tels que les copyrights, ses appellations d origine sur les vins et les alcools ou les droits d accès à son marché des distributeurs en gros. En effet, en tant que petit importateur de marchandises de l UE, l imposition de tarifs élevés à l importation aurait peu d impact sur l UE mais pourrait être dommageable aux consommateurs équatoriens. Les Pays-Bas et le Danemark, qui ont constamment prié l UE d accepter les exigences du plaignant, échapperont à ces mesures.

Les délégués au groupe de Travail ad hoc intergouvernemental auprès du Codex sur l Alimentation issue de la Biotechnologie se sont réunis au Japon du 14 au 17 Mars.



Un groupe de 200 organisations ont accusé ce groupe de travail de chercher à saper le Protocole sur la Biosécurité [Protocole de Carthagène signé en Janvier à Montréal].Dans une lettre adressée au Président du Codex, il déclare que les documents préparatoires font état de façon sommaire de ce Protocole, et pourraient déboucher sur une action à l OMC destinée à forcer les nations à accepter les importations d OGM ou de payer le préjudice du manque à gagner commercial, en opposition aux provisions du Protocole " [pour la lettre complète de cette pétition initiée en France par Solagral voir http://www.rio.net/solagral/]

Une équipe de la Commission du Commerce International US s est rendu au Royaume-Uni pour étudier la faisabilité pour la Grande-Bretagne de rejoindre l ALENA. [actuellement regroupant Canada, USA, Mexique]. Jusqu ici la Grande-Bretagne avait écarté la possibilité de rejoindre l ALENA, ce qui l aurait obligée à se retirer de l UE. Le Sénat US, cependant, a ordonné que l enquête se poursuive afin de considérer les avantages potentiels d attirer la Grande-Bretagne dans l ALENA.

Le règlement du différend entre le Canada et la France, qui refuse l Importation de l amiante, sera différé jusqu en Juin. Une décision sur l affaire devait être prise en Décembre dernier. Le cas est considéré par beaucoup comme un test sur la sensibilité de l OMC aux préoccupations environnementales et de santé publique. L amiante chrysolite (utilisée comme isolant dans la construction) est réputée cancérigène, bien que le Canada prétende que ce matériau ne présente pas de danger si on suit les contrôles appropriés.

La Commission européenne a présenté un plan pour se conformer à ses engagements de réduction de ses émissions au Protocole de Kyoto sur les changements climatiques. Ce Protocole, adopté en décembre 97, n est pas encore en application. Il exige des nations industrialisées leur réduction collective de gaz à effet de serre de 5.2 % au-dessous de leur niveau de 90 d ici 2.008-2.012. L engagement européen est de 8 % à cette date.

A la convention de l ONU sur les changements climatiques, le WWF a appelé les pays industrialisés à établir un fonds de compensation pour les PVD victimes de désastres naturels en liaison avec les changements climatiques, particulièrement ceux des pays qui contribuent le plus au réchauffement de l atmosphère. Si les gouvernements "ne sont pas prêts à prendre des mesures de réductions du dioxyde de carbone chez eux, alors ils devront en assurer le prix... Si les industriels du tabac aux USA peuvent être tenus responsables des maladies et du décès des fumeurs et en payer un prix très élevé, les pays riches de la même façon doivent être tenus responsables de la pollution de l air à laquelle sont certainement imputables les sécheresses et les inondations récentes. "(J.Morgan, Directrice de Campagne du WWF)

Les 3 leaders syndicaux (dont J.Sweeny de l AFL/CIO) qui avaient donné leur démission du Comité des Conseillers du Président sur la Politique Commerciale et les Négociations (ACTPN) et à qui Ch. Barshefsky avait demandé de ré considérer leur position ont refusé de reprendre leur fonction tant que des changements substantiels ne s opéreraient pas dans ce Comité de Conseillers. C est pour protester contre la décision des représentants patronaux et de Ch. Barshefsky de baser l ordre du jour de l ACTPN sur le seul objectif de s assurer de l appui du Congrès au statut de Nation la plus favorisée pour la Chine (et auquel ils sont opposés), qu ils avaient démissionné.

Le Comité vétérinaire européen a annoncé accepter les mesures présentées par les USA pour améliorer son programme de contrôle afin de vérifier que sa viande fraîche et ses produits carnés ne comportent pas de substances interdites ou de niveaux résiduels dépassant les limites maximums autorisées par l UE en matière de produits vétérinaires. Ceci étant résolu, le Commissaire européen à l Agriculture pense entamer des discussions avec les USA sur le plan des compensations des pertes de revenus subies par les éleveurs US en raison de l Interdiction du boeuf aux hormones US en Europe. Le "deal " pourrait inclure un meilleur accès du boeuf US sans hormone sur le marché européen.

Parallèlement, la Commission de Bruxelles prévoit l établissement d une agence de sécurité alimentaire indépendante qui aurait le pouvoir de créer et d appliquer la législation dans ce domaine en accord avec les Etats. A en croire la plupart de Ministres, ils contrôleront étroitement cette autorité afin de s assurer qu elle ne déborde pas de façon excessive sur leurs propres agences alimentaires nationales.

Les ventes des produits du commerce équitable Max Havelaar ont progressé de 29 % entre 98 et 99.

Groupe de travail « Traités internationaux et Paradis fiscaux ». omc.marseille@attac.org



ATTAC Québec

Bonjour à tous

Comme vous le savez, la date du congrès de fondation a été fixée au le 8 avril prochain

Adresse: L'union française, au 429 Viger est, Mtl , metro Champs de mars, facile à trouver pour les gens venant de l'extérieur.

Ce sera l'occasion de nous rencontrer et de prendre des décisions sur l'orientation de notre mouvement. De plus, nous aurons un invité de marque! En effet M. Ricardo Petrella nous rendra visite dans la soirée! Des précisions vous seront apportées ultérieurement sur le programme de la journée. Pour l'heure nous devons nous occuper des détails techniques reliés à cette rencontre. Nous devons savoir au plus tôt combien de membres assisteront à cette rencontre. Comme les frais de location d'une salle sont assez élevés et que nous comptons sur la présence d'un maximum de participants, nous avons choisi de ne pas demander de frais d'entrée mais de laisser à la discrétion et à la bonne volonté de chacun le montant de sa contribution.

Nous avons aussi décidé d'organiser une soirée pour pouvoir continuer les discussions sur un mode plus festif. Voici donc l'horaire de cette journée telle que prévu pour le moment :
8:30 : Inscription
9:00 : Début de la rencontre
10:00 : Ateliers
12.00 : Dîner (nous aurons un comptoir où acheter café muffins fruits jus sandwich etc.)
13.30 : Plénière, élections etc. (des précisions sur le déroulement de la journée vous seront communiqués ultérieurement)
17:00 : Fin de la rencontre, ouverture du Bar (bière et vin) Apéro
18:00 : (buffet chaud et froid)
20:00 : Visite de M. Ricardo Petrella
21:00 : Soirée musicale et dansante

Les prix : Comme encore une fois nous ne voulons exclure personne, nous avons établi le prix du buffet à $20.00 par personne taxes incluses, et $5.00 pour les étudiants et les chômeurs membres d'Attac.

Vous êtes bienvenus d'amener vos conjoints au repas.

La soirée sera ouverte au grand public au coût de $5.00 payable à la porte (gratuit pour les membres d'Attac) Nous comptons sur vous pour publiciser cet événement et amener du monde. Nous comptons aussi là dessus pour défrayer les coûts de la salle. Il faut absolument que cette journée se finance elle même. Nous vous suggérons donc d'imprimer la page qui suit et de nous la faire parvenir au plus tôt pour que nous puissions prévoir l'organisation voulue

Formulaire d'inscription au congrès d'Attac

Nom :
Adresse :
Tel :
Courriel :
Voici mes contributions :
Contribution volontaire pour la salle et la documentation ..$
Repas..$
Je suis disponible pour aider à certaines tâches : préciser :
Quand :
J'aimerais que vous m'aidiez à me loger.............(Donner les détails)
Je pourrais héberger quelqu'un : Suggestions et idées :
SVP libeller votre chèque à l'ordre d'Attac québec
Et faire parvenir le tout au local : 5744 Esplanade Mtl H2T 3A1
Tel :279-7364
Fax 279-9974 et courriel : spaaq@qc.aira.com (pour cette occasion seulement)

Luce Prévost Comité de logistique
quebec@attac.org

« Nous ne sommes pas de l'histoire, nous la faisons. » (Bernard Cassen)

Echec à Seattle, et maintenant ?

Grenoble aujourd'hui. 20h00. Amphi 10 Université Stendhal.

Mondialisation libérale : non merci !

Quelques mois seulement après le report (l'enterrement ?) du projet d'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI), la conférence ministérielle de l'OMC prévue à Seattle, fin novembre, visait à conforter la marchandisation du monde. Cela au seul profit du capitalisme moderne et sous la coupe des multinationales avec la bienveillance du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale. Les gouvernements ont donné leur accord plus ou moins gêné, plus ou moins contraint, parfois enthousiaste, à ce projet.

En même temps de voix s'élevaient pour expliquer les enjeux de cette conférence, ses



conséquences désastreuses pour la démocratie et le développement des peuples, et pour mobiliser le plus grand nombre de citoyens. Sur tous les continents, des organisations, des associations, des syndicats, des citoyens décidaient ensemble de résister.

L énorme manifestation de protestation à Seattle même les 29 et 30 novembre 1999 était l aboutissement d une multitude d Initiatives organisées de par le monde (comme celle de Grenoble le 27 novembre – 70 000 manifestants en France : 80 manifestations). Chacun se souvient du couvre-feu décrété par les autorités américaines afin de permettre l ouverture de cette conférence, dans un palais transformé en citadelle.

Même si les acteurs de cette contre-offensive à Seattle et ailleurs, ne parlaient pas tous d une même voix, la mobilisation des peuples et des citoyens a mis fin précipitamment aux travaux de la conférence de l OMC. Un espoir est né. Il faut mettre un terme à cette mondialisation qui accroît les inégalités et engendre les régressions sociales. Oui, il est possible de se réapproprier ensemble l avenir de notre planète !

Poursuivre la mobilisation.

Les raisons de rester mobiliser sont nombreuses : les préparatifs et les tractations se poursuivent, les défenseurs de cette mondialisation, voulue par le tenants de l ultra-libéralisme, n ont pas abandonné la partie. « Profits, toujours plus ! » : tel est leur seul credo. Aussi est-il important de rester vigilant et de bien connaître les enjeux et les menaces.

Réaffirmons que le monde n est pas une marchandise. Imaginons ensemble comment poursuivre la lutte pour un autre développement soucieux des femmes et des hommes, dans le respect de l environnement.

Conférence débat avec José Bové, François Dufour, Vincent Espagne et Jean Claude Lefort.

grenoble@attac.org ou 04.76.09.99.81

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Mardi : PARIS 15 – SENS – GRENOBLE - GAP
- Mercredi : SAINT DENIS (93) – RENNES – LES MEES – NANCY – ECOLE NORMALE SUPERIEURE ULM – UNIVERSITE PARIS JUSSIEU – UNIVERSITE PARIS TOLBIAC
- Jeudi : CHARLEVILLE MEZIERES – FERNEY VOLTAIRE
- Vendredi : SAINT JUNIEN – CHATEAUROUX – TOULOUSE – GRENOBLE – GARDANNE – ST JUNIEN - BEAUVAIS